

PCAET – Contribution du Conseil de développement à la concertation réglementaire

Remarques générales

- **Concertations** : les résultats des diverses concertations passées sont bien développés dans le dossier (notamment les contributions du CdD¹).
Les avis des Communes et des CTM² sont unanimes sur la demande d’être associés en amont dans les décisions, puis les évaluations... ; ces relais locaux sont nécessaires pour la déclinaison et l’appropriation des mesures.
Les avis émis sont rapportés, leur prise en compte concrète dans la mise en œuvre des mesures reste à expliciter.
- Le **financement** des mesures est abordé rapidement, de façon très globale : la précision de son plan permettrait de conforter la faisabilité des actions annoncées.
Même si l’ensemble de ces actions est présenté comme étant d’un même niveau d’importance, une priorisation pourra être nécessaire : en fonction des rapports coût/bénéfices... ?
- Le souci de **justice sociale** est souvent évoqué (c’est une préoccupation mise en avant par le CdD dans le passé) : **comment est-elle prise en compte : aides financières, gratuité, ciblées... ?**
- Le **périmètre géographique**, est-il étendu au-delà du territoire de la métropole pour les actions qui le justifient (même si c’est la cohérence avec le SCOT³ métropolitain qui est mise en avant) ?

Diagnostic et stratégie territoriaux

- **Mix énergétique** : l’objectif, sur le territoire, d’une production d’énergie à partir d’EnR⁴ s’élevant à 50 % de la consommation en 2050, peut paraître ambitieuse.
L’important est de minimiser les émissions de productions, davantage que de « cocher la case EnR ».
Ce qui relativiserait l’intérêt du bois-énergie, qui émet des particules et des GES⁵ (tout en questionnant sur la durabilité de la ressource en bois locale), et de classer les pompes à chaleur en EnR (conformément au référentiel ORCAE⁶) alors qu’elles sont plutôt à considérer comme consommatrices d’électricité (qui est fournie par le réseau de distribution à partir d’un mix électrique national, dans lequel le nucléaire est la part majoritaire, et auquel contribue également la production hydroélectrique locale).
Le développement du « gaz vert » serait intéressant à développer (par la production locale de

¹ Conseil de développement

² Conférence territoriale des maires

³ Schéma de cohérence territoriale

⁴ Énergies renouvelables

⁵ Gaz à effet de serre

⁶ Observatoire régional climat-air-énergie

biométhane, les évolutions des productions de gaz nationales...).

De façon générale, toute production d'énergie (y compris les EnR) a un certain nombre d'impacts négatifs (ex des surfaces nécessaires à l'implantation des panneaux photovoltaïques) dont il convient de tenir compte dans le mix énergétique local (seule la réduction de la consommation est sans impact).

Pour le déploiement de l'énergie solaire, la cartographie des possibilités d'installation a-t-elle été instruite de façon complète ?

Programme d'actions

- **Rénovation des logements** : c'est une action majeure en terme d'efficacité (réduire les consommations est à rechercher avant de développer les productions d'énergies), en amplifiant davantage la recherche du confort d'été ; le maintien du dispositif local Ecorénov est essentiel, dans un contexte d'instabilité chronique de la Prim rénov'.

Le déploiement du réseau de froid urbain dans le résidentiel, même s'il est difficile pour les logements anciens, pourrait-il être accéléré ?

L'accompagnement par des structures comme l'ALEC⁷ gagnerait à être personnalisé, relayé localement (par exemple par des permanences dans les mairies d'arrondissement...).

Pour lutter contre la précarité, tous les leviers d'accompagnement sur le financement ont-ils été explorés (montages bancaires...) ?

- Dans le **Bâti public**, quelle part de la surface pourrait être adaptée aux canicules et à quelle échéance ?
- En termes de stratégie de **sobriété foncière** et d'intensification urbaine, la ZAN⁸ est abordée à la maille métropolitaine (en cohérence avec le SCOT) ; **n'est-elle pas à instruire sur un périmètre plus large ?**

Quelles sont les principales réserves de renaturation identifiées ?

Pour la végétalisation en zone urbaine, **comment est-il prévu de gérer les conflits d'usage liés à l'occupation des sols (stationnements...) ?**

- **Transports** : pour inciter au report modal de la voiture vers les transports en commun (sachant que ce n'est pas la seule alternative -cf. modes « doux », covoiturage, transports à la demande ...), **afficher un indicateur partagé de fiabilité des transports en commun permettrait de faciliter les changements de comportement ?**

Des simulations de report de trafic automobile ont été faites dans le cadre du PDM⁹ ; **pourquoi ne sont-elles pas communiquées lors des concertations sur le sujet ?**

Un des freins à l'utilisation des vélos est le risque de vol lors des stationnements (notamment les VAE¹⁰) : des solutions sont-elles envisagées pour sécuriser davantage leur usage ?

Dans le cadre de la ZFE¹¹, **l'interdiction des crit'air 2 en 2028 est-elle toujours en suspens (en fonction de la qualité de l'air à cette échéance) ?**

⁷ Agence locale de l'énergie et du climat

⁸ Zéro artificialisation nette

⁹ Plan de mobilité

¹⁰ Vélo à assistance électrique

¹¹ Zone à faibles émissions

À propos de la « ville 30¹² » : **quels sont les objectifs d'aménagements d'apaisement du trafic (super-îlots, plateaux, réduction largeur...) ?**

Le seuil minimal de stationnement des voitures dans le zonage PLU¹³ : **pourrait-il être abaissé davantage, voire supprimé (ce qui permettrait une baisse des coûts et des délais construction) ?**

- **Accompagner la réduction des consommations** passe par un développement fort de la communication (et de la pédagogie), des relais dans les mairies, l'accompagnement aux changements de comportement, l'utilisation des leviers fiscaux à la main de la Collectivité. **La publication plus large d'indicateurs de suivi (ex affichages publics de la qualité de l'air) est-elle prévue ?**
- Adapter les **réseaux publics de distribution l'électricité** et de gaz aux enjeux climatiques : les pics de consommation des énergies fossiles, et les consommations des ménages, ne sont pas liés aux réseaux de distribution, mais au parc de production national ; **les fragilités au réchauffement ne concernent-elles pas davantage les postes de transformation que les réseaux ?**

Il n'est pas fait référence aux technologies permettant aux réseaux de s'adapter à des productions d'énergie qui se développeraient de façon conséquente à une maille locale, voire individuelle : par exemple les smartgrids¹⁴ ?

Évaluation environnementale stratégique

- Les indicateurs d'**évaluation** cités sont quasiment uniquement techniques : il manque des critères du type sanitaires, économiques, sociaux, acceptabilité...
La participation à l'évaluation des actions serait avantageusement étendue aux structures citoyennes (dont fait partie le CdD), pour des propositions sur la définition des critères, et le suivi des indicateurs ; **cela pourra-t-il se faire dans le cadre de l'Assemblée des acteurs pour le climat (dont la fréquence annuelle semble toutefois insuffisante) ?**
De façon générale, au-delà des réseaux de partenariat envisagés, **quelle gouvernance est envisagée pour développer la démocratie locale sur ce thème (en associant les collectivités locales, les organisations de citoyens...)** ? L'implication des différentes parties prenantes étant un pré requis à l'acceptation du déploiement des mesures.

¹² Établir la limitation de vitesse à 30km/h comme norme de fonctionnement sur la majorité du périmètre urbain

¹³ Plan local d'urbanisme

¹⁴ Réseau électrique intelligent